

Le Canal du Midi est inscrit au patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO. A ce titre la France s'engage à conserver son intégrité et son authenticité et veille à la qualité des aménagements projetés à ses abords.



Les grands axes de communication nécessaires à l'évolution des territoires empruntent naturellement les mêmes espaces que le Canal du Midi et risquent de nuire aux ambiances paysagères et de créer d'inévitables franchissements.

Comment orienter les projets d'infrastructures dont la qualité d'implantation et de conception doit être à l'image de celle du Canal du Midi et ne pas nuire à sa préservation ?

Le développement touristique

Les territoires s'appuient sur la notoriété du Canal pour créer des équipements d'accueil qui ne cessent de se multiplier et peuvent même dans certains cas aller à l'encontre de l'authenticité du Canal. La surfréquentation touristique pour certaines sections est devenue un problème commun à de nombreux sites exceptionnels.

Comment associer la recherche de dépaysement et l'attrait culturel du Canal du Midi avec la

...des orientations proposées par l'Etat...

Afin de préserver l'écrin paysager du Canal, son territoire de proximité fait l'objet d'une attention particulière suivant 3 délimitations (cartographie ci-contre):

- **Domaine Public Fluvial :** propriété de l'Etat géré par VNF/SNSO, labellisé par l'Unesco, site classé dont "l'authenticité et l'intégrité" ne doivent pas être
- Zone sensible : elle représente la visibilité réciproque avec le Canal du Midi et devra bénéficier d'outils de protection et de gestion adaptés.
- Zone d'influence : elle correspond à une perception éloignée qui devra être prise en compte dans la gestion de ses territoires.



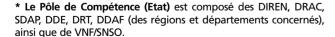
Méditerranée

... des contributions de l'Etat...

- une meilleure coordination des services et des projets au sein du Pôle de Compétence.
- la mise à disposition d'études : document de référence du site classé (Domaine Public Fluvial), et la zone influencée par le Canal du Midi.
- des démarches de protection qui seront définies en concertation.

... une proposition de démarche partenariale à construire :

- sur la base d'un socle de connaissances mises en commun.
- Toutes les collectivités traversées par le Canal du Midi ou en relation avec lui ont et auront à jouer un rôle majeur pour le sauvegarder et le valoriser. Elles pourront bénéficier du conseil et de l'appui technique de l'Etat.



DIREN: Direction Régionale de l'Environnement **DRAC**: Direction Régionale des Affaires Culturelles

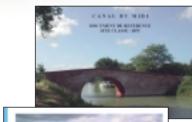
SDAP: Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

DDE: Direction Départementale de l'Equipement

DRT: Délégation Régionale au Tourisme

DDAF: Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

VNF/SNSO: Voies Navigables de France (Service Navigation du Sud-Ouest)







Préfecture de la Région Midi-Pyrénées Préfecture de la Haute-Garonne Pôle de Compétence Canal du Midi



Canal des deux mers

Canal Latéral à la Garonne

Océan Atlantique

■ 1681 : Mise en service

■ 1898 : Propriété de l'État

■ 1991 : Gestion confiée à V.N.F.

■ 1996: Patrimoine mondial UNESCO

■ 1996: Livre blanc pour le Canal des

deux mers

■ 1996-1997-2001 : Classements de l'ensemble au titre des sites. et de certains ouvrages au titre des monuments historiques.

Le Canal du Midi en chiffres

- 360 km de long
- 2 régions
- 4 départements
- 83 communes riveraines
- 80 000 arbres
- 38 ouvrages d'art
- 48 ouvrages protégés
- 65 écluses dont 15 classées



